

## **DÉCISION DU PRÉSIDENT** **N° D2026-016**

**Objet : N°2023-10-02 - Accord-cadre de services informatiques, hébergement de processus et données en mode cloud, assistance, maintenance informatique et Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)**

**Lot n°2 : Assistance, maintenance informatique**

**Modification n°3 : Approbation de l'augmentation du montant maximum HT annuel**

### **LE PRÉSIDENT**

VU les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives aux différentes délégations de compétence accordées par le Conseil communautaire au Président et notamment les articles L. 5211-10 et L. 2122-22 ;

VU les délibérations n°2023-150 du 6 juillet 2023 et n°2025-234 du 16 décembre 2025 donnant délégation de pouvoir au Président par le Conseil communautaire, notamment en matière de préparation, de passation, d'exécution et de règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

VU la décision n°2024-062 en date du 4 juin 2024 portant attribution de l'accord-cadre à bons de commande, passé en procédure adaptée, concernant l'assistance et la maintenance informatique et constituant le lot n°2, à la Société HEXAGRAM à Meximieux (01) pour un montant total de 8 300 € HT calculé sur la base du Détail Quantitatif Estimatif annuel et dans la limite d'un montant maximum annuel de 10 000 € HT. Ledit accord-cadre est conclu à compter du 17 juin 2024, date de notification, jusqu'au 31 mars 2025 avec possibilité de reconductions expresses par période annuelle du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars, sans pouvoir excéder le 31 mars 2028 ;

VU la décision n°2025-020 en date du 10 mars 2025, approuvant la modification n°1, ayant pour objet, l'augmentation du montant maximum annuel de 5 000 € HT portant ainsi le montant maximum initial HT de l'accord-cadre à 15 000 € HT par an soit une augmentation de 50 % en application des dispositions prévues aux articles R2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique ;

VU la décision n°2025-003 en date du 12 janvier 2026, approuvant la modification n°2, ayant pour objet, l'augmentation du montant maximum annuel de 5 000 € HT portant ainsi le montant maximum initial HT de l'accord-cadre à 20 000 € HT par an, soit une augmentation de 50 % en application des dispositions prévues aux articles R2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique, et précisant que l'accord-cadre ne sera pas reconduit à l'issue de la première période de reconduction, fixant le terme au 31 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT l'augmentation des effectifs, du nombre d'interventions à réaliser et du volume des prestations micro supplémentaires pour maintenir la continuité du service public, il convient, par modification n°3, de procéder à l'augmentation du montant maximum annuel de 5 000 € HT, portant ainsi le montant maximum initial de l'accord-cadre à 25 000 € HT jusqu'au 31 mars 2026 ;

Période	Montant maximum HT			
	Initial	Modification n°1	Modification n°2	Modification n°3
<b>Initiale :</b>				
17 juin 2024 au 31 mars 2025	10 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
<b>Reconductions :</b>				
1 <sup>ère</sup> recond. : 1 <sup>er</sup> avril 2025 au 31 mars 2026	10 000 €	15 000 €	20 000 €	25 000 €
2 <sup>ème</sup> recond. : 1 <sup>er</sup> avril 2026 au 31 mars 2027	10 000 €	15 000 €	/	/
3 <sup>ème</sup> recond. : 1 <sup>er</sup> avril 2027 au 31 mars 2028	10 000 €	15 000 €	/	/
<b>Montant maximum total HT de l'accord-cadre</b>	<b>40 000 €</b>	<b>60 000 €</b>	<b>35 000 €</b>	<b>40 000 €</b>

- **APPROUVE** la modification n°3 relative à l'accord-cadre à bons de commande concernant l'assistance et la maintenance informatique constituant le lot n°2 et ayant pour objet, l'augmentation du montant maximum d'un montant de 5 000 € HT par an.
- **PRÉCISE** que l'augmentation du montant maximum annuel initial de l'accord-cadre s'élève à la somme totale de 5 000 € HT, portant ainsi le montant maximum annuel à 25 000 € HT après computation des modifications n°1 et 2 et ce jusqu'au 31 mars 2026, soit une augmentation de 50 % en application des dispositions prévues aux articles R2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique.
- **DÉCIDE** de signer la modification n°3 et tous les documents s'y rapportant.

*En application du code général des collectivités territoriales,  
il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du Conseil communautaire.  
Transmise en Sous-Préfecture de Belley, le 29 janvier 2026  
Publiée le 30 JAN. 2026*

Fait à Chazey-sur-Ain,  
Le 29 janvier 2026.

Le Président  
de la Communauté de communes

Jean-Louis GUYADER

